

LES FRONTIÈRES INTÉRIEURES APPARTIENNENT AU PASSÉ.

NE DÉMANTELEZ PAS SCHENGEN !

Le système Schengen représente, avec l'euro et le marché unique, l'une des avancées les plus visibles de l'intégration européenne. Ensemble, ils constituent les éléments clefs d'un projet politique d'unification qui a permis d'assurer une paix et une prospérité sans précédent aux citoyens d'Europe.

Les questions relatives aux migrations et à la sécurité resteront des défis de long terme. Si les gouvernements nationaux choisissent d'y répondre en rétablissant les contrôles aux frontières nationales et en y construisant des barrières, selon une tentative aussi égoïste que vouée à l'échec de repousser les problèmes dans le pré du voisin, ils ne résoudreont ni la que-

stion migratoire ni celle de la sécurité. Ils n'aboutiront qu'à détourner des ressources plus utiles et plus efficaces ailleurs. Par-dessus tout, ils infligeront un coup mortel à ce qu'il peut rester de confiance des peuples en une Europe consistant en un projet d'intégration, de liberté et de solidarité ; et si le projet européen s'effondre, l'économie européenne s'appauvrira, l'influence européenne dans le monde s'évanouira encore un peu plus et la démocratie subira des pressions considérables dans de nombreux pays. Le spectre d'une Europe qui renoue avec son effroyable passé de divisions et de guerres fratricides nous hantera à nouveau.

La seule manière de faire face aux urgences que constituent la question des réfugiés et celle de la sécurité est de les traiter au niveau supranational, en respectant pleinement les valeurs et les avancées européennes. Actuellement, ceci signifie que :

▶ **le Parlement européen** et le Conseil devraient rapidement adopter les propositions de la Commission pour renforcer le système Schengen et instaurer des garde-frontières et des garde-côtes, étape transitoire vers un système intégralement européen qui gèrera les frontières communes de l'Union européenne ;

▶ **le Conseil européen** devrait exiger que la Commission européenne élabore un plan détaillé pour renforcer la coopération des polices et celle des services de renseignement, et fasse progresser le déploiement de forces de police et de services de renseignement efficaces s'occupant de la criminalité transfrontalière et des menaces envers la sécurité ;

▶ **la Commission européenne** devrait faire des propositions pour mettre en place d'urgence des politiques migratoires et d'asile durables, y compris un système d'asile européen unique équilibré et équitable, avec une autorité européenne de l'asile, des mécanismes permettant de répartir le nombre et les coûts des arrivants entre les États membres et chargée de contrôler des parcours légaux pour les migrants économiques.

Dans la mesure où ces étapes engendreront des conséquences pour la souveraineté nationale, leur réalisation ne peut se concevoir que dans le cadre d'un plan de relance de l'union politique, selon un calendrier clair et précis.



Confronté aux défis posés par l'avenir de l'euro et l'avenir de Schengen, le Conseil européen doit s'opposer à la moindre proposition visant à suspendre ou diluer une réalisation européenne, et s'emparer de la question de la relance de l'union politique européenne.

**ABANDONNER LA LIBRE CIRCULATION TUERAIT LE PROJET EUROPÉEN.
AU-DELÀ DE SCHENGEN, OSONS UNE EUROPE FÉDÉRALE !**

